

## La fabrique de la violence raciale

### Entretien avec Ted Rutland et Maxime Aurélien

réalisé par **Gabriel Fauveaud**

*Maxime Aurélien est prêteur sur gage, propriétaire et gérant de Cash Comptent, et barbier dans l'est de Montréal.*

*Ted Rutland est professeur associé au département de Géographie à Concordia university à Montréal.*

*Gabriel Fauveaud est professeur adjoint au département de Géographie à l'université de Montréal.*

*Cet entretien a été réalisé le 10 octobre 2022 avec Maxime Aurélien et Ted Rutland à l'occasion de la publication, en 2023, du fruit de leur collaboration, simultanément en français et en anglais et intitulés Il fallait se défendre : une histoire du premier gang de rue haïtien de Montréal, publié à Montréal par Mémoire d'encrier et Out to Defend Ourselves: A History of Montreal's First Haitian Street Gang Montreal, publié à Halifax, Winnipeg, chez Fernwood Press.*

**Mots-clés :** violence, gang de rue, Montréal, police, discrimination

**Keywords:** violence, street gang, Montreal, policing, discrimination

**Gabriel Fauveaud (FD) :** Pourriez-vous commencer par me présenter le livre et son projet, ce que vous avez cherché à démontrer ?

**Maxime Aurélien (MA) et Ted Rutland (TR) :** Ce livre est le fruit d'une collaboration de longue haleine entre nous deux au cours des trois dernières années. Il s'intéresse à l'origine de ce que la police et les médias appellent les « gangs de rue », que l'on retrace dans le livre à travers l'histoire du premier gang de rue à Montréal,

celui dit « des Bélangers<sup>1</sup> », que Maxime a participé à créer au commencement des années 1980.

Ce livre veut démontrer que la catégorie de gangs de rue est le résultat de processus institutionnels, sociaux et culturels qui font écho aux dynamiques de racialisation et de violence à l'œuvre dans la société québécoise et ailleurs. Dans le livre, nous montrons en premier lieu comment le terme « gang de rue » fut inventé dans les années 1980. Depuis le début de l'industrialisation au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, il existe à Montréal, comme dans toutes les grandes villes, des groupes que l'on pourrait désigner par le terme « gang » que l'on emploie de manière récurrente aujourd'hui, particulièrement en Amérique du Nord. Dans les villes occidentales avant les années 1980, on les dénommait plutôt par le terme de « bandes » et ces groupes étaient essentiellement composés de jeunes blancs. À Montréal, avec l'apparition des Bélangers et d'autres groupes de jeunes haïtiens, le terme de « gangs de rue » se diffuse à partir des années 1980, principalement par l'intermédiaire de la police et des médias. Ceux-ci font donc émerger, d'une certaine manière, un « nouveau » problème social.

En deuxième lieu, nous expliquons que les gangs haïtiens ne sont pas ce que la police et la presse en disaient à l'époque. Nous montrons que loin de l'image des groupes criminels organisés, c'étaient avant tout des jeunes de la deuxième génération de migrants haïtiens à Montréal qui, à un moment donné, ont cherché à se défendre et à trouver leur place dans la société. C'est cette génération qui, la première, a souhaité sortir des quartiers où leurs parents étaient ségrégués pour pratiquer la ville et s'y faire une place. Ce faisant, ils ont été confrontés à une violence incroyable de la part de gangs et des racistes blancs. En réponse, certains jeunes haïtiens ont formé des groupes pour se défendre, ce que la police et les médias ont commencé à appeler des « gangs ». Ensuite, oui, parce qu'on parle de personnes victimes de la pauvreté et du chômage, certains d'entre eux sont tombés dans la délinquance.

**GF :** Pourriez-vous me parler un peu de la genèse de votre collaboration ?

**TR :** Pour ma part, mes recherches antérieures portaient sur le lien entre exclusion raciale et planification urbaine à Halifax, une ville sur le côte est du Canada. En arrivant à Montréal en 2010, je me suis peu à peu intéressé au rôle de la police dans les processus d'exclusion raciale à Montréal. J'ai beaucoup appris des groupes militants

---

1. Toutes les notes ont été ajoutées *a posteriori* afin de préciser le propos.

Le nom « Bélanger » fait référence au nom que se donnait une équipe de football créée par le père de Maxime et qui s'entraînait dans un parc que les gens du quartier appelaient le « parc Bélanger », car situé proche de la rue Bélanger. Par extension, les jeunes qui se retrouvaient dans ce parc se sont peu à peu fait appeler « les gars de Bélanger », et que la police dénomme plus tard le « gang des Bélangers ».

qui se sont organisés contre la police après la mort de Fredy Villanueva en 2008<sup>2</sup>. En m'impliquant dans les activités communautaires et militantes de certains quartiers de Montréal (notamment Montréal-Nord), j'ai appris que l'idée de gangs de rue nuisait beaucoup aux jeunes racisés de ces quartiers, pour deux principales raisons. Tout d'abord, parce que, aux yeux de la police, n'importe quel jeune racisé peut avoir l'air d'appartenir à un gang de rue. Ensuite, la répression policière contre les membres de groupes criminels de ces quartiers a tendance à amplifier la violence interpersonnelle et nuit aux capacités d'entraide de la communauté. Ce sont les militant·e·s, surtout des militant·e·s haïtien·ne·s, qui m'ont appris que, pour eux, les gangs de rue représentent avant tout une fabrication politique et sociale discriminante. Je suis donc parti de là et j'ai essayé de mieux comprendre les processus historiques qui ont mené à la constitution des gangs de rue (comme une fabrication politique et sociale) à Montréal, dans le contexte plus large de transition postindustrielle des villes nord-américaines. Et c'est à travers ces recherches que j'ai entendu parler des Bélangers et que j'ai contacté Maxime.

**MA :** Ted m'a effectivement contacté pour me rencontrer afin que je lui raconte quelques éléments de mon histoire et l'histoire de mon gang. J'ai accepté de le voir, et ce qui devait être une simple entrevue s'est rapidement transformée en collaboration. J'ai senti que c'était le temps que la véritable histoire soit écrite, ce que j'ai expliqué à Ted. La coécriture de ce livre est le fruit de notre rencontre.

**GF :** Avant de parler des gangs de rue proprement dits, pourriez-vous me parler un peu plus du contexte social des années 1970-1980, notamment du point de vue de la communauté<sup>3</sup> haïtienne ?

**MA :** C'était une communauté petite, mais rassembleuse. Tout le monde se connaissait, car on n'était pas beaucoup, il y avait des lieux précis où on se retrouvait, comme des restaurants, ou chez certains membres de la communauté. Mes parents ont ouvert un restaurant en 1976. C'était un restaurant haïtien ; c'est vite devenu un lieu de rencontre pour les Haïtien·ne·s. Il y en avait d'autres. On se retrouvait aussi autour de différentes activités, comme le sport ou le théâtre.

---

2. Pour aller plus loin sur les enjeux de ségrégation raciale à Montréal-Nord et sur l'importance de cet événement dans les luttes anti-raciales, voir : [Jolivet Violaine, Khelifi Chakib, Vogler Antoine, « Stigmatisation par l'espace à Montréal-Nord : revitalisation urbaine et invisibilisation de la race » \[“Spatial Stigmatization in Montréal-Nord: Urban Revitalization and the Invisibilization of Race”\]](#).

3. Le terme de « communauté » fait référence à la notion de *community* en anglais. Il désigne, de manière générale, un groupe de personnes se reconnaissant comme appartenant à un groupe dont les membres sont liés par des affinités sociales, culturelles, religieuses ou autre. Pour aller plus loin, se référer à l'introduction du numéro 17 de la revue : [Emelianoff Cyria, Taylor Aiken Gerald, 2022, « \(In\)justice des initiatives communautaires » \[“The \(in\)justice of community-based initiatives”\], \*Justice spatiale / Spatial Justice\*, 17.](#)

Ce qu'il est important de comprendre, c'est que le contexte social était très difficile et très violent pour les immigrant·e·s haïtien·ne·s à l'époque (1970-1980). Tout d'abord, l'accès à l'emploi était très difficile. Le chômage était très fort dans la communauté et, en tant que Noirs, nous étions exclu·e·s de la plupart des emplois. Il y avait peut-être un peu plus d'opportunités pour les gens plus éduqués, les professionnel·le·s de la première vague d'immigrant·e·s haïtien·ne·s (de 1965 à 1971). Il y avait aussi des emplois dans les manufactures pour certain·e·s immigrant·e·s dans les années 1970, mais ils ont disparu avec la crise économique et la désindustrialisation (début des années 1980). Les emplois disponibles pour nous, les jeunes noir·e·s, étaient souvent très précaires. Nous avions très peu de ressources. Ensuite, nous vivions dans des logements très insalubres, petits et précaires. Le Noir, il vivait dans le sous-sol, là où les Blancs voulaient bien lui louer un appartement. On ne voulait pas nous louer de meilleurs logements.

Enfin, le plus important, c'est que nous faisons face, à cette époque-là, à un racisme et une violence raciale très importants. Attention, hein, ce n'était pas comme aujourd'hui, c'était bien plus dur : on ne pouvait pas se balader dans la rue sans entendre : « sale n\*gre », « boula boula, retourne dans ton pays », etc. On nous courait après dans la rue pour nous battre lorsqu'on allait à l'école. Dans certains endroits, dans certains quartiers, il fallait tout le temps courir pour échapper aux Blancs. Les gens dans la rue nous appelaient par des noms du film *La Planète des singes*, ou encore ils s'écartaient lorsqu'on entrait dans les bus. Il y avait un endroit, Le Palladium, où l'on faisait du patin à roulettes. Dès qu'on sortait de là, les Blancs nous couraient après. Il y avait même des endroits qui nous étaient interdits parce qu'on avait la peau noire, comme ce bar qui avait un écriteau devant : « pas de n\*gres », on ne pouvait même pas rentrer. Et puis la police ne disait rien, c'est nous qu'ils arrêtaient lorsque les Blancs nous couraient après.

Et puis, et ça on ne le dit pas assez, les Blancs étaient organisés en groupes, en gangs (même si on ne les appelait pas comme ça), il y avait les Italiens, les Québécois, chaque groupe se tenait avec sa communauté. Et puis on a vu arriver les motards, les Hell's Angels, qui ont pas mal changé la donne dans les quartiers, tout comme les *skinheads* par la suite. Tous ces groupes nous harcelaient, de manière systématique, et on les voyait partout, surtout les jeunes motards, ou plutôt des *wanna-be* motards, on se battait beaucoup avec eux. Et enfin, nous nous faisons aussi harceler tout le temps par la police, qui nous surveillait et nous battait parfois, nous lançait des insultes racistes et prenait toujours le parti des Blancs. Le résultat de tout ça, c'est qu'il fallait qu'on se tienne en groupe pour se défendre, sinon on se faisait « manger de la laine sur le dos » tout le temps.

**GF :** Et c'est de là qu'est venue l'idée, entre jeunes amis haïtiens, de former des groupes à votre tour ?

**MA :** Oui c'est ça. Au départ, nous étions beaucoup réunis autour du sport, principalement du basketball et du soccer. On formait des équipes dans nos quartiers, puis on allait sur tous les terrains de la ville pour jouer contre d'autres équipes, chacune représentant son quartier. C'était souvent dans ces moments qu'on se battait avec d'autres groupes (des groupes de Blancs) qui cherchaient la bagarre ou qui nous insultaient. C'est comme si la ville nous était interdite.

À cette époque, entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, la mini-série *Racines*<sup>4</sup> était diffusée en français dans tout le Québec. C'est une série sur l'esclavage qui est devenue très populaire et que nous regardions beaucoup, entre amis. Cette série nous montrait qu'il y avait une longue histoire de racisme et de violence en Amérique du Nord, et que les violences que l'on subissait aujourd'hui faisaient écho à l'esclavage et à la domination blanche. On voyait aussi à la télévision des membres du Ku Klux Klan qui couraient des Noir·e·s aux États-Unis, qui les violentaient ou les tuaient. Tout ça mélangé était à la fois un traumatisme et de la frustration pour nous, ça nous faisait cogiter.

Alors avec notre groupe d'amis, nous avions entre 16 et 19 ans, disons, on a décidé de se défendre en redirigeant la haine et la violence des agresseurs blancs contre eux. Mais attention, hein, je ne parle pas de tous les Blancs, je parle de ceux qui étaient violents envers nous, et de ceux qui s'étaient organisés pour nous faire du mal. Lorsque nous avons décidé de nous organiser, nous n'étions plus seulement un groupe d'amis, nous sommes devenus petit à petit autre chose : les gens commençaient à nous appeler « les gars de Bélanger ». On est donc devenu une sorte de gang.

**TR :** Le parallèle avec l'esclavage qu'évoque Maxime me semble important. L'esclavage a posé des fondements essentiels des relations raciales dans les Amériques, y compris en Haïti et au Canada. Comme pour l'esclavage, notre livre raconte une histoire où la race s'inscrit sur les corps par la violence. Dans ce contexte, on peut constater qu'il y a une longue histoire de violence raciale à Montréal qui est très rarement racontée. Ce que raconte Maxime pour les années 1970-1980, beaucoup

---

4. *Roots*, de son titre original en anglais, est une fiction américaine diffusée au cours de l'année 1977 aux États-Unis. La série remporte un important succès et est largement récompensée. À travers l'histoire d'un Afro-Américain partant à la recherche de ses racines familiales, elle explore la mise en esclavage du peuple africain, la déportation et l'exploitation d'une partie de celui-ci aux États-Unis, ainsi que les enjeux de l'abolition de l'esclavage.

d'immigrés haïtiens disent la même chose : qu'ils ne pouvaient pas aller chercher du lait pour leur famille, par exemple, sans se faire harceler ou attaquer.

On a souvent tendance à analyser l'esclavage comme un processus avant tout économique, comme une stratégie pour disposer gratuitement d'une force de travail. Mais l'esclavage, avant toute autre chose, c'est une possession de l'individu, c'est un modelage d'une identité sociale par la violence. C'est l'argument de Saidiya Hartman, Délice Mugabo<sup>5</sup>, et d'autres chercheuses afroféministes qui m'ont beaucoup influencé. Le témoignage de Maxime rappelle ces mécanismes. L'esclavage est défini, avant tout, par la gratuité de la violence anti-Noir-e-s : une violence qui est souvent un objectif en soi et une violence qui façonne et refaçonne une hiérarchie raciale.

**MA :** Donc petit à petit, on a pris l'habitude de rester en groupe et de s'auto-organiser pour se défendre. D'une certaine manière, on revendiquait notre existence. C'était souvent dans les stations de métro ; on sortait au centre-ville le soir par métro et il fallait se défendre. La station Berri-UQAM, à l'est du centre-ville, était toujours un terrain de guerre par exemple. On était aussi confronté à la violence dans des lieux où on ne voulait pas de nous, comme certains bars ou quartiers. On se défendait aussi dans l'espace public. Je me rappelle qu'une fois, après être entrés dans un bar qui n'acceptait pas les Noir-e-s, ils nous ont coursés dans la rue avec des armes ! Bref, on voulait juste défendre notre droit d'exister. On voulait se défendre pour prendre notre place dans la ville. Et puis peu à peu, les gens ont entendu parler de nous. Des membres de la communauté nous appelaient pour les défendre lorsqu'ils étaient victimes de haine raciale. Et puis d'autres groupes se sont formés par la suite, dans d'autres quartiers.

**GF :** Et le terme de « gang », il arrive quand et comment dans ce contexte ?

**MA :** Ce mot « gang » là, c'est la police qui nous appelait comme ça : les « gangs de Noirs ». C'est un terme utilisé juste pour nous au départ. Les Blancs, eux, n'étaient jamais appelés des « gangs » (on utilisait plutôt le terme « bande »). Nous, on ne connaissait pas ça les gangs, il n'y en avait pas de là où l'on venait. On nous accusait de nous tenir ensemble, mais c'est normal de se tenir ensemble : on était tous Haïtiens dans un autre pays, on parlait créole, et on était confronté aux autres par le racisme et la violence. Mais les policiers nous arrêtaient et disaient qu'on appartenait à tel ou tel gang. Et puis ils ne nous connaissaient pas, ils nous imaginaient avoir des armes, nous

---

5. Voir Hartman Saidiya, 1997, *Scenes of Subjection: Terror, Slavery, and Self-making in Nineteenth-Century America*, Oxford, Oxford University Presse et Mugabo Délice, 2016, « Black in the city: On the ruse of ethnicity and language in an antiblack landscape », *Identities*, vol 26, n° 6, p. 631-648.

voyaient en criminels organisés, alors que nous, la plupart du temps, on voulait juste rester entre amis, on n'avait pas d'armes pour la plupart.

**TR :** Ce qui est marquant, c'est que c'était considéré comme illégal pour les Noirs d'être ensemble et de se défendre, alors que la violence blanche (la violence qui les forçait de se défendre) n'était pas un problème. C'est là que la police a commencé une guerre contre les gangs. Avant les années 1980, il existait déjà des groupes que nous pourrions assimiler à des gangs, mais il n'y avait pas de guerre policière menée contre eux. C'est vraiment à partir de 1987 que la police commence une guerre silencieuse contre les gangs haïtiens, sans en parler publiquement. En 1989, la presse commence à parler de la « violence des gangs », principalement à propos des groupes de personnes noires. On le voit très bien dans les médias qui se publiaient à l'époque, on parlait « d'une violence aveugle perpétrée par des Noirs ». La presse, les xénophobes et l'extrême droite ont créé une sorte de « panique morale » autour des gangs. C'est à partir de ce moment-là que la police crée la première « escouade antigang de rue » de son histoire.

**GF :** Ce rôle des médias et de la police dans la création de la catégorie de gang, vous l'avez aussi analysé à travers des archives et des entretiens, non ?

**TR :** Oui, tout à fait, et c'était intéressant de parler avec Maxime de ce que j'ai appris dans les archives et avec quelques dizaines d'entrevues avec des policiers qui étaient impliqués dans la guerre contre les gangs. C'est par ce travail que j'ai appris que la police menait une guerre silencieuse entre 1987 et 1989, et Maxime s'est souvenu être constamment sous surveillance à ce moment. Ensuite, j'ai eu accès à des rapports internes de 1989 sur les soi-disant gangs de rue. Les rapports montrent que la police documentait énormément les gangs et connaissait leurs noms, leurs membres et leurs territoires. Certains des détails étaient exacts, d'autres, totalement erronés.

Ce qui est clair, c'est qu'à partir de 1987, la criminalisation des jeunes haïtiens dans certains quartiers est devenue beaucoup plus systématique. Lorsque la police arrêtait les jeunes, elle les catégorisait automatiquement comme faisant partie de tel ou tel gang, en fonction du lieu de résidence notamment. Ils sont devenus peu à peu des criminels aux yeux de la police et du public. Comme nous l'avons dit, la police harcelait déjà les personnes noires à Montréal – bien avant l'apparition des gangs. À partir de la deuxième moitié des années 1980, la police était de plus en plus critiquée pour son racisme et sa violence. Il y avait beaucoup de manifestations dans la rue entre 1987 et 1988. Dans ce contexte, le concept de gang a permis à la police de justifier leurs pratiques : ce ne sont plus des Noirs qu'elle arrêtait ou harcelait, mais des gangs.

**GF :** Et quels ont été les effets de cette criminalisation des jeunes noirs dont vous parlez dans le livre ?

**MA :** Avec la création de la guerre contre les gangs et l'escouade antigang de rue, on a commencé à aller régulièrement en prison, on est rentré dans le système. Les avocats nous disaient : « tu plaides coupable, tu ne resteras pas longtemps », alors on plaidait coupable, on allait en prison et notre dossier s'allongeait. À l'intérieur, on était presque comme chez nous, c'était à Montréal, on connaissait du monde, on était logé et nourri, il y avait des activités à faire. Pour un temps, on recréait une nouvelle vie, coupée des difficultés du dehors. Évidemment, la prison est moins une punition pour ceux qui vivent dans la pauvreté, car on vit déjà une sorte de punition au quotidien.

D'un autre côté, l'emprisonnement était aussi très violent. Lors de ma première arrestation, j'ai passé neuf jours en isolement, je n'ai eu droit de sortir que 30 minutes par jour. Lorsque je suis sorti d'isolement, je sentais que je devenais fou. Et puis en prison, on était avec d'autres criminels, des vrais, c'était étrange. Bien que je ne me voie pas comme un criminel, on me considérait comme l'un d'eux. Et ça, ça change le regard que vous avez sur vous-même. À force d'être arrêté par la police, à force d'aller en prison, à force d'être assimilé à des criminels, et bien, certains d'entre nous s'en sont convaincus. Et c'est en prison qu'on apprend aussi à devenir un criminel. On apprend comment marche le système et comment on peut jouer avec, ce qu'il faut faire pour gagner de l'argent sans prendre trop de risques. Certains de mes amis se sont fait de bons contacts en prison ; ça les a aidés à évoluer vers des formes de criminalité plus avancées. Si les gangs sont devenus plus criminels, c'est aussi à cause de la prison.

Mais ce n'est pas seulement ça. Certains membres de gangs ne voulaient pas seulement se défendre des Blancs, ils voulaient aussi avoir le droit de s'enrichir comme eux, notamment comme les groupes criminels de Blancs qui étaient peu harcelés par la police. Il faut bien voir qu'on entendait beaucoup parler à l'époque des « criminels » blancs à la télévision ou dans les journaux (la mafia italienne, les Hell's Angels), mais ils avaient l'air de faire les choses au grand jour, sans vraiment avoir de problèmes, sans vraiment aller en prison. On se demandait comment les gens acceptaient ces gangs de criminels alors que pour nous, c'était différent, on se faisait harceler par la police simplement parce qu'on était noirs. Alors, petit à petit, on s'est dit que si eux avaient le droit de faire ça, et bien nous aussi on voulait s'enrichir comme eux.

**TR :** Je pense qu'avec la répression policière, il y a au moins deux chemins que les gens ont poursuivis. Il y a des gens qui, à force d'aller en prison, ont décidé d'arrêter. Et puis il y a des gens qui, à force d'aller en prison, ont beaucoup appris et ont



transformé les gangs en quelque chose de plus criminel. La police croyait que les gangs étaient des groupes criminels, assez structurés, avec des territoires. Ce n'était pas vrai. Mais la répression policière a finalement réussi à rendre réels les fantasmes, les discours et les représentations de la police, des médias et d'une partie de la population.

**MA :** Oui effectivement, le résultat de tout ça, c'est que ça nous a poussés, du moins une partie d'entre nous, dans une profonde criminalité. Sans cette attitude de la police envers nous, il y aurait sûrement beaucoup moins de gangs criminels à l'heure actuelle. Certains amis voulaient devenir de « vrais criminels », voulaient monter dans ce monde-là, faire comme la mafia italienne ou les Hell's Angels. J'ai un ami par exemple, un membre de mon gang, qui regardait le film *Le Parrain* toute la journée, et il encourageait les autres à faire comme lui. Il voulait devenir Michael Corleone. C'est devenu sérieux à un moment donné. Les gens comme cet ami ont pris plus de place, plus de contrôle. C'est très différent de ce qu'on faisait au départ. Certains ont réussi à gagner beaucoup d'argent et à monter dans le banditisme. Et là, ils ont gagné le respect de la mafia italienne et des Hell's Angels, justement ceux qui nous haïssaient auparavant. Mais il y a quand même très peu de cas comme ça.

Mais le résultat aujourd'hui, c'est que les gangs se considèrent plus comme des groupes criminels, c'est différent d'autrefois. Ils sont un peu plus organisés, et ils travaillent avec les autres groupes criminels qui, auparavant, ne nous faisaient pas confiance, on n'était que des « sales n\*gres » pour eux. Mais la plupart des membres de gangs haïtiens ne restent finalement que des sous-fifres : bien souvent, ils font le sale travail des motards et des Italiens. Ces derniers ne s'exposent plus à la violence, à nous les Noirs de la faire maintenant, comme les autres la faisaient avant.

**GF :** Et comment la police utilise-t-elle aujourd'hui la notion de gang de rue ?

**TR :** En récoltant un certain nombre de témoignages, je me suis aussi rendu compte que la police n'a pas vraiment peur des gangs, car finalement, comme nous l'avons dit, cette catégorisation des jeunes noirs a servi de justification pour leur action en produisant un certain narratif sur l'insécurité et la violence, ce qui a aussi permis de justifier l'augmentation des budgets et des ressources de la police. C'est toujours le cas aujourd'hui : quand la société critique la police et ses actions, la police brandit la menace des gangs en insistant sur les dangers qu'ils posent pour le citoyen ordinaire. D'ailleurs, les autres groupes criminels adorent aussi les gangs de rue, car ils attirent toute l'attention sur eux. Et puis les médias aiment cela aussi, cela donne des histoires à raconter, permet de vendre des numéros et génère des clics.

En revanche, ce dont la police a vraiment peur, c'est que ces gangs s'organisent politiquement, comme les Black Panthers par exemple. C'est ça, surtout, qu'elle cherche à détruire. Ce que Maxime a décrit, ce qu'ils ont fait pour se défendre contre le racisme et l'oppression, c'est ça qui est vraiment dérangeant pour la police. Aujourd'hui, je ne pense pas que les gangs jouent vraiment ce rôle politique ; ils offrent surtout des revenus pour des jeunes qui n'ont pas d'autres opportunités économiques. Cela étant dit, la dimension politique des luttes raciales fait toujours peur à la police. Tout récemment, nous l'avons très bien vu avec le mouvement Black Lives Matter. En 2020 se sont tenues deux des plus grandes manifestations contre la police dans l'histoire de Montréal. Dans un sondage qui s'est déroulé à l'automne de cette année-là, 73 % des Montréalais-es se disaient en faveur d'un « définancement » de la police<sup>6</sup>. Tout de suite après, la police, relayée par la presse, a replacé au centre du débat public la violence armée – une violence qu'elle associe explicitement aux gangs. Selon moi, la police exagère énormément le problème de la violence, et cela est rarement questionné publiquement. Après cela, elle a obtenu une augmentation substantielle de son financement en 2021 ; et, en 2022, elle a bénéficié de la plus grande augmentation de budget de son histoire.

**GF :** Pour conclure, bien que vous l'ayez déjà évoqué, comment votre ouvrage contribue-t-il à une meilleure compréhension des injustices spatiales ?

**TR :** Tout ce que nous avons dit ici et tout ce que nous écrivons dans le livre peut être analysé dans une optique spatiale. Ce que Maxime et ses amis ont fait, c'est de défier un ordre urbain caractérisé par l'exclusion et la violence raciales. D'une certaine manière, ils ont pris une place dans la ville qu'on leur refusait. Bien que la génération avant celle de Maxime ait commencé à prendre pied dans la société québécoise (un peu par le travail et par la culture), c'est vraiment sa génération qui a revendiqué une plus grande justice spatiale. Le livre traite aussi du rôle de l'école dans ces processus, mais nous n'avons pas la place de développer ici.

**MA :** Oui, ce que dit Ted est exact. Nos parents ne comprenaient pas le système, alors que nous, si. Nos parents, lorsqu'ils étaient là (ce n'était souvent pas le cas), ne savaient pas vraiment ce qu'on vivait à l'extérieur, car ils n'étaient pas dans la rue ou à

---

6. Le slogan « *Defund the police* », qui s'inscrit dans la suite des luttes abolitionnistes et de reconnaissance des droits civiques des Noir·e·s aux États-Unis, devient peu à peu un projet politique défendu par une partie de la société civile nord-américaine après l'assassinat de George Floyd aux États-Unis en 2020. Ce mouvement, qui s'est élargi aujourd'hui (il inclut, par exemple, des intellectuels ou des personnalités), dénonce la croissance des budgets alloués à la police, ainsi que le rôle de celle-ci dans la discrimination et la violence raciales. Le mouvement prône ainsi une réattribution de ces budgets à des projets et à des services communautaires qui soutiennent la sécurité et le bien-être de tous et toutes.

l'école, ils étaient vieux, et ils ne se mélangeaient pas avec les Québécois. Il ne fallait pas leur demander où était le centre-ville, ils ne le savaient même pas ! Nous, nous étions les premiers à sortir du quartier, à aller dans toute la ville. La majorité des Haïtien-ne-s aujourd'hui, s'ils respirent, c'est en partie grâce à nous.

**TR :** Je pense fondamentalement que ce qu'ils ont fait a rendu la ville meilleure. Ils ont, d'une certaine manière, ouvert la ville.

### **Pour citer cet article**

**Rutland** Ted, **Aurélien** Maxime, **Fauveaud** Gabriel, 2023, « La fabrique de la violence raciale. Entretien avec Ted Rutland et Maxime Aurélien » [“The production of racial violence. Interview with Ted Rutland and Maxime Aurélien”], *Justice spatiale | Spatial Justice*, 18 (<http://www.jssj.org/article/fabrique-violence-raciale-entretien-ted-rutland-maxime-aurelien/>).